Attentats du 13 novembre : deux ans après, Macron face à la colère de victimes

13/11/2017 à 12h26

La journée d'hommage aux victimes prévue ce lundi 13 novembre se mêle au sentiment d'abandon exprimé par des familles et des rescapés des attentats de 2015, qui dénoncent notamment la suppression par Emmanuel Macron du secrétariat d'Etat dédié aux victimes.

13 novembre 2017. Deux ans après les attaques terroristes de Paris et Saint-Denis, le président de la République rend hommage ce lundi aux 130 morts mais doit aussi faire face à la colère de certains vivants. Les témoignages se multiplient en effet, exprimant le sentiment d'abandon et les difficultés que rencontrent au quotidien les centaines de survivants – les attentats avaient fait près de 400 blessés – et les proches des victimes du 13 novembre 2015.

Elle n'est pas la seule. Guillaume, survivant du Bataclan, a partagé il y a quelques semaines sa colère sur la page Facebook de l'association Life for Paris : *"Tout le monde se fout de nous. L'Etat ment, la secu ment, le FTGI ment. T'as failli crever ? Tu galère a bosser ? Tu peux plus prendre le métro l'avion ou être dans la foule ? Tiens prend 15.000 balles en 2 ans et ferme ta gueule."* Guillaume a réussi à échapper aux terroristes du Bataclan, qui ont tué 90 personnes dans la salle de concert, après avoir fait avec son groupe *"un trou de la taille d'un homme* (…) *au dessus de la cuvette des chiottes"* et s'être "*engagé, caché, dans les petites coursives en métal, de tuyaux, et de gaines d'aération".*

Sur Franceinfo, Bruce un autre survivant du Bataclan, revient

sur ces mêmes difficultés. Si lui a prévu de se rendre aux cérémonies avec ses béquilles – il a subi quatre opérations pour tenter de réparer son fémur détruit par les balles -, il n'attend en revanche *"pas grand-chose du Président" : "Je n'ai pas envie de lui serrer la main. Je suis bien élevé, je n'ai pas envie de faire un esclandre, ce n'est pas le moment*. En recherche de logement, le jeune homme déplore le manque de prise en charge. *"Avec le secrétariat d'État aux victimes* (…) *on avait au moins un interlocuteur… Là, on n'en a plus. Comme par hasard, la veille des commémorations, on est relancés".*

Marianne